



Je m'abonne dès 1\$

Newsletter

MOYEN ORIENT ET MONDE

Sprint final pour combler les divisions à la COP24



Une participante quittant Katowice avant la fin de la session finale de la COP24, hier. Janek Skarzynski/AFP

CLIMAT

OLJ

2 articles restants

Pour l'indépendance de la presse

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous



Prévue pour se terminer vendredi, la COP de Katowice devrait respecter la tradition et se prolonger quelque peu, anticipaient déjà les négociateurs, qui ont sous les yeux un projet d'accord dont ils doivent encore trancher les points-clés.

Leur mission : trouver le mode d'emploi de l'accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement à 2 °C, voire 1,5 °C, par rapport au niveau préindustriel.

Ce sprint final arrive après deux semaines agitées, crispées par un contexte géopolitique défavorable à la cause climatique, marquées par une controverse imprévue sur le rapport scientifique du GIEC et par le retour des divisions entre pays du Nord et du Sud, point récurrent des négociations climat.

Alors, ces dernières heures suffiront-elles ?

« Réussir le test de la COP24 » enverrait un signal à Donald Trump ou Jair Bolsonaro « qui se préparent déjà à faire des tweets. Il ne faut pas leur donner cette occasion ! », a commenté le négociateur malien Seyni Nafo, porte-parole du groupe Afrique.

Les implications du « mode d'emploi » ne sont pas anecdotiques. En vertu de l'accord de Paris, les engagements des pays pour réduire les gaz à effet de serre sont volontaires. Mais leur suivi doit être multilatéral, avec des règles de transparence, comme autant de « poutres » garantissant la solidité de l'édifice.

À Katowice, cette discussion sur la manière dont les États devront rendre compte de leurs actions a notamment été l'affaire des États-Unis et de la Chine. Le premier poussant, avec d'autres pays riches, pour des règles de suivi strict, et le second pour la flexibilité accordée aux pays en développement. Mais comment traduire cette flexibilité ? Faut-il y attacher un délai ?

« L'empreinte des États-Unis est partout dans ce texte (...). C'est l'éléphant dans la pièce », a dénoncé Meena Raman, de l'ONG Third World Network.

La question des financements des politiques climatiques est l'autre préoccupation des pays pauvres, notamment la manière dont va s'organiser la montée des fonds promis par le Nord à partir de 2025. « Nous faisons pression sur le Nord pour qu'il paie le prix », a insisté le ministre de l'Environnement du Costa Rica, Carlos Manuel Rodriguez.

Tocsin

Le mode d'emploi n'est pas le seul objet de controverse. Les délégués doivent encore régler un hic survenu autour de la mention du dernier rapport du groupe des experts de l'ONU (GIEC) dans la décision finale. Arabie saoudite, Russie, États-Unis refusent le terme « accueille favorablement », que les petites îles en particulier réclament absolument. Publié hier matin, le projet de décision propose que la COP « invite les parties à faire usage de l'information contenue dans le rapport » du GIEC. « La COP reconnaît le rôle du GIEC, chargé de fournir les données scientifiques pour informer les parties », ajoute le texte.

À la table des pourparlers, il y a aussi « l'ambition » : comment pousser les États, dont les engagements formulés en 2015 pour réduire les gaz à effet de serre sont nettement insuffisants, à présenter d'ici à 2020 des plans renforcés ?

« C'est un début, mais l'entreprise est inachevée », a réagi Jennifer Morgan, pour Greenpeace, réclamant un « signal plus clair » pour relever les ambitions.

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres est lui revenu hier à Katowice pour la troisième fois. Mercredi, il appelait à intensifier l'action, devant un réchauffement « galopant ».

Les promesses nationales présentées en 2015 conduisent à un monde à +3 °C. Le GIEC a dressé le tableau des impacts déjà en cours, à +1 °C aujourd'hui, et montré l'ampleur de ceux à venir à +1,5.

En Silésie, les pays les plus vulnérables ont aussi sonné le tocsin face au « risque d'extinction » qui les menace. « C'est le temps du leadership, pas de la lâcheté », a dit le Philippin Emmanuel de Guzman. Des leaders qui manquent cruellement, ont regretté les ONG. « Le secrétaire général met la pression sur la Chine pour qu'elle assume ce rôle », souligne Camilla Born, du think tank E3G.

Source : AFP

À la une



Gouvernement : qui sont les six députés sunnites pro-8 Mars au cœur du dernier blocage ?

Claire GRANDCHAMPS

"Capharnaüm" de Nadine Labaki pré-sélectionné pour les Oscars

Des clans criminels d'origine libanaise inquiètent Berlin

Inscrivez-vous à la Newsletter

 Votre e-mail

→ JE M'INSCRIS

RETOUR À LA PAGE "MOYEN ORIENT ET MONDE"

2 articles restants

Pour l'indépendance de la presse

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous

